

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le
voir date d'approbation

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRIQUETERIE LAMOUR SAS

375 RUE FAIDHERBE
59119 Waziers

Références : V3/2024/333
Code AIOT : 0007002891

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement BRIQUETERIE LAMOUR SAS implanté 375 RUE FAIDHERBE 59119 Waziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIQUETERIE LAMOUR SAS
- 375 RUE FAIDHERBE 59119 Waziers
- Code AIOT : 0007002891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La briqueterie, dont l'activité a été déclarée pour la première fois le 26 août 1927, bénéficie du classement suivant selon le dernier récépissé du 08 mars 1984 :

Libellé en clair de l'installation	Rubrique	Classement
1- Four de type Hoffman chauffé au charbon, d'une puissance d'environ 400 th/h	153 bis	Non Classé
2- Four de cuisson de briques d'argile	358-B-b	Déclaration
3- Stockage de charbon inférieur à 40t	225	Non classé
4- Trituration d'argile (13000 t/an)	89 bis - 2	Déclaration

La Briqueterie Lamour produit des briques de type flamande dans un four Hoffman.

Sa capacité maximale de production est de 36 t de briques pleines par jour. L'exploitant bénéficie de l'antériorité au titre de la rubrique 2523 « fabrication de produits céramiques et réfractaires ». Le seuil pour cette rubrique pour autorisation est de 20 t/j : elle est donc soumise à autorisation. Aussi, l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation lui est applicable.

La briqueterie est implantée sur la commune de Waziers dans le tissu urbain. Elle n'a fait l'objet d'aucune plainte connue des riverains.

Le limon destiné à la fabrication des briques est extrait dans la carrière de Roucourt par l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 10/07/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 18/02/2020, complété le 30/11/2024. Après analyse de celui-ci, l'inspection propose, à Monsieur le préfet du Nord, d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 10/07/2019

Remarque hors point de contrôle :

L'exploitant joint à son dossier de porter à connaissance un rapport de contrôle de BUREAU VERITAS daté du 30/09/2024 des rejets atmosphériques, et notamment du four HOFFMANN qui fonctionne au charbon, pour la cuisson des briques.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de l'absence d'investigation des paramètres suivants et listés à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dans un délai d'1 mois et le cas échéant de compléter le rapport de contrôle des rejets dans l'air des paramètres retenus :

4 - Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote) : a) Oxydes d'azote hormis le protoxyde d'azote : Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 500 mg/m³.

5 - Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³.

6 - Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) : Si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

7 - Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³.

[...]

8 - Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :

a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m³ par métal et de 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl); b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te); c) Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en Pb) ; d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés autres que ceux visés au 12° : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

[...]

10 - Amiante : Si la quantité d'amiante brute mise en oeuvre dépasse 100 kg/an, la valeur limite de concentration est de 0,1 mg/m³ pour l'amiante et de 0,5 mg/m³ pour les poussières totales.

11 - Autres fibres : Si la quantité de fibres, autres que l'amiante, mises en oeuvre dépasse 100 kg/an, la valeur limite est de 1 mg/m³ pour les fibres et de 50 mg/m³ pour les poussières totales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/07/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des conditions d'exploitations
Prescription contrôlée : <p>La société Briqueterie LAMOUR dont le siège social se situe au 375 rue Faidherbe à Waziers, exploitant une installation de fabrication de produit céramique à cette adresse, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en déposant en préfecture un dossier de porter-à-connaissance étudiant le classement de ses activités vis-à-vis de la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques 2515, 2523, 2517, 4801 et vis-à-vis de la nomenclature IOTA, notamment les titres I et II.</p> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant fournit sous 3 mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier,• l'exploitant dépose sous 6 mois, le dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation, notamment en ce qui concerne la description des installations, les rejets aqueux et l'estimation du montant des garanties financières, mise à jour de la situation administrative de son forage en fonction de ses caractéristiques et des volumes consommés. <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Depuis 2009, l'exploitant a apporté un certain nombre de modifications à son procédé de fabrication avec notamment la mise en place d'un séchoir, de nouveaux ateliers (sciage et pressage des briques).</p> <p>Pour répondre à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10 juillet 2019, l'exploitant a transmis à Monsieur le préfet le 18 février 2020 un dossier de porter à connaissance qui présente les modifications des activités de la Briqueterie LAMOUR par rapport aux activités connues de l'administration.</p> <p>Une première instruction de ce dossier a donné lieu à une demande de compléments en date du 29 janvier 2021.</p> <p>Suite à la visite du 12 octobre 2020, l'inspection, dans son rapport de visite indiquait à ce sujet qu'une demande de complément était transmise à l'exploitant afin de compléter son dossier de porter à connaissance. Tenant compte du dépôt de l'exploitant au préfet, il n'était alors pas proposé de suites administratives liées à l'arrêté de mise en demeure du 10 juillet 2019.</p> <p>Le jour de la visite du 27 août 2024, l'inspection constate l'arrêt des activités d'encollage de plaquettes de briques sur de l'isolant. Elle constate également la mise en fonctionnement d'un séchoir à gaz, destiné à sécher les briques avant leur cuisson, tout au long de l'année.</p> <p>L'exploitant transmet le 30 octobre 2024, suite à l'inspection du 27 août 2024, un mémoire en réponse à la demande de complément du 29 janvier 2021. Ce mémoire en réponse répond point par point à la demande de compléments.</p>

Le porter à connaissance précise que l'exploitation est classée au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

- 2523, Autorisation, Fabrication de céramiques et réfractaires, 40 t/j
- 4801, Déclaration, Houilles, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, ..., 200 t

Le dossier de l'exploitant fera l'objet d'une instruction ultérieure par l'inspection.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les rejets liés à ses activités sont encadrés notamment par l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Par ailleurs, les prescriptions de l'arrêté du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4801) s'appliquent également à l'exploitation.

L'exploitation est également soumise aux rubriques suivantes de la loi sur l'eau :

- 1.1.1.0 – Déclaration – Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau,

et

- 2.1.5.0 – Déclaration – Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant (6 Ha).

Compte tenu du dépôt d'un dossier de porter à connaissance, complété le 30/10/2024 et des activités constatées lors de la présente visite, l'inspection confirme que l'activité déclarée dans les documents transmis est bien celle exercée. L'exploitant s'est donc mis en conformité avec l'arrêté de mise en demeure du 10 juillet 2019. L'inspection propose donc à Monsieur le préfet du Nord de lever la mise en demeure du 10 juillet 2019.

Type de suites proposées : Sans suite